

## Paris veut profiter de la PFUE pour promouvoir l'autonomie industrielle de l'UE

« Paris pousse l'autonomie industrielle de l'UE », titre **Le Figaro** qui indique que les États européens s'inquiètent de distorsions de la concurrence au nom de la doctrine sur la souveraineté. La France compte profiter de sa présidence du conseil de l'Union européenne pour pousser son agenda d'autonomie stratégique industrielle. Elle espère notifier ou « prénotifier » quatre nouveaux Piiec à la Commission durant ce premier semestre 2022, explique le titre. L'objectif est de donner corps à une doctrine développée à l'envi depuis des années par Emmanuel Macron et Bruno Le Maire. Lors de la présentation de ses priorités pour la présidence française, le 9 décembre, le chef de l'État martelait sa volonté de « faire de l'Europe un grand continent de production, d'innovation, de création d'emplois » avec « la construction de filières industrielles fortes et intégrées ». Pour Bruno Le Maire, « il n'y a pas de souveraineté politique sans souveraineté technologique ». Il s'agirait de faire preuve d'une volonté suffisante pour inverser la domination du Vieux Continent par la Chine ou les États-Unis, qui n'ont pas de pudeur à soutenir leurs champions nationaux. Pour préparer le terrain de ce « nouveau modèle de croissance » qu'Emmanuel Macron entend proposer à ses homologues, Bercy organise aujourd'hui une grande conférence sur « une industrie plus forte pour une Europe plus autonome », réunissant ministres, commissaires européens et industriels. Reste à convaincre les Vingt-Sept d'adhérer à cette injonction. Dans les faits, Paris et Berlin restent les locomotives des projets évoqués. Avec, toutefois, désormais, « une vraie dynamique européenne », se targue-t-on à Bercy : entre le premier Piiec électronique et le second, on est passé de six États partenaires à une vingtaine. (**Le Figaro, p.20**)

« Le programme d'investissement France 2030 attend toujours son pilote », titre **Le Figaro** qui note qu'à trois mois de la présidentielle, le programme n'est en effet toujours pas piloté. Matignon a lancé mi-novembre un comité de sélection, chargé d'étudier les dizaines de candidatures, et Emmanuel Macron est censé trancher dans les prochains jours, même si le profil adéquat continue de susciter de vastes débats. Bruno Le Maire s'ouvre ainsi régulièrement de ses états d'âme. Alors que le futur secrétaire à l'investissement dépendra de Matignon, le patron de Bercy, qui se flatte d'avoir visité la Darpa aux États-Unis assure craindre un enlisement des prises de décision si un profil trop technocratique était choisi. (**Le Figaro, p.20**)